

LEVARD DU MONTPARNASSE
PARIS - FRANCE

36-74
248-74 PARIS

D 383 URUGUAY: LA SUBVERSION VUE PAR LES MILITAIRES

En matière ^{de} propagande politique, l'Uruguay vient d'innover. En effet, après avoir publié en décembre 1976 une étude en deux volumes intitulée "Les Forces armées au Peuple oriental d'Uruguay - Tome 1: la subversion - Tome 2: le processus politique", la junta des commandants en chef d'Uruguay a édité cet ouvrage en fascicules imprimés sur papier journal. Ces fascicules ont été obligatoirement diffusés avec les journaux du pays en avril-mai 1977.

On lit, dans la page de garde du premier volume sur la subversion: "Les Forces armées ont estimé nécessaire de mettre entre les mains du peuple uruguayen un rapport sur les tactiques de sédition à l'intérieur des frontières de la patrie, rapport qui est en même temps une étude documentée sur les origines, l'évolution et les interconnexions des groupes séditieux internationaux, ainsi que les projections actuelles de l'activité terroriste dans le monde occidental."

Nous donnons ici, tiré du fascicule-journal n° 4, le plan du chapitre 5 consacré aux instruments de la subversion. Nous donnons ensuite, à titre d'illustration, des extraits significatifs sur les moyens de la subversion (n° 151-152), la présentation des groupes politiques (n° 153-154) et les généralités sur les groupes religieux (n° 242).

On notera comment l'utilisation de la technique de l'amalgame permet de faire entrer dans la même condamnation tout groupe social échappant au contrôle de l'autorité centrale, et de le faire tomber sous le coup de la même répression (cf. DIAL D 234, 260, 283, 290 et 313).

(Note DIAL)

LA SUBVERSION EN URUGUAY

Chapitre V - INSTRUMENTS DE LA SUBVERSION

1- Les moyens (n° 151-152)

2- Les groupes politiques (n° 153-154)

- a- Parti communiste uruguayen (n° 155 à 160)
- b- Mouvement révolutionnaire oriental (n° 161)
- c- Parti socialiste (n° 162 à 166)
- d- Mouvement socialiste (n° 167)
- e- Groupement Batllista Avanzar (n° 168-169)
- f- Mouvement du Peuple (n° 170 à 172)
- g- Mouvement Batllista 26 Octobre (n° 173)
- h- Groupement populaire unitaire Maldonense - APUM (n° 174)
- i- Groupement unitaire Sanducera - AUS (n° 175)
- j- Union populaire (n° 176)
- k- Gauche nationale indépendante Groupe "Marcha" - INI (n° 177 à 180)

- l- Parti ouvrier révolutionnaire (n° 181)
- l bis- Groupement nouvelles bases - ANB (n° 182)
- m- Fédération anarchiste d'Uruguay (n° 183-184)
- n- Parti démocrate chrétien (n° 185 à 187)
- n bis- Front de gauche pour la libération - FIDEL (n°188 à 199)
- o- Front d'avancée renovatrice (n° 200)
- p- Mouvement de la gauche révolutionnaire - MIR (n° 201 à 203)
- q- Centre d'action populaire (n° 204)
- r- Mouvement d'unification socialiste prolétarienne (n° 205)
- s- Mouvement d'action populaire unitaire (n° 206)
- t- Mouvement populaire unitaire (n° 207-208)
- u- Coordination de la jeunesse unitaire anti-impérialiste (n° 209)
- v- Mouvement unifié révolutionnaire du peuple (n° 210)
- w- Résistance ouvriers-étudiants (n° 211)
- x- Ligue Spartacus - LE (n° 212)
- y- Mouvement d'unité révolutionnaire des groupements nationaux et populaires - MURANP (n° 213)
- z- Front élargi - FA (n° 214 à 217)
- z bis- Mouvement indépendant du 26 mars (n° 218)

3- Les groupes socio-culturels (n° 219 à 241)

- a- Athénée d'Uruguay
- b- Mouvement uruguayen pour la paix
- c- Congrès du peuple
- d- Comité uruguayen de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité)
- e- Comité national pour la défense des libertés
- f- Conseil d'édition "De Frente"
- g- Comité de soutien de la Révolution cubaine
- h- Comité de soutien au Vietnam
- i- Section uruguayenne de la Fondation Bertrand Russell
- j- Autres mouvements

4- Les groupes religieux (n° 242)

- a. Le front international (n° 243 à 250)
- b. Le front intérieur (n° 251)
- 1) Commando Camilo Torres (n° 252)
- 2) Mouvement révolutionnaire Camilo Torres (n° 253)
- 3) Groupement chrétien révolutionnaire - ACR (n° 254)
- 4) Mouvement chrétien universitaire (n° 255)
- 5) Centre d'étude et d'action sociale -CIAS (n° 256-257)
- 6) Mouvement familial chrétien (n° 258)
- 7) Amitiés judéo-chrétiennes - CJC (n° 259)
- 8) Pax Romana (n° 260)
- 9) Communauté des dominicains français (n° 261)
- 10) Service d'information catholique (n° 262)
- 11) Equipe pastorale du diocèse de Montevideo (n° 263)
- 12) IDO-C (Centre international d'information et de documentation sur l'Eglise conciliaire) (n° 264-265)
- 13) Groupe oecuménique d'Uruguay (n° 266)
- 14) Eglise et société en Amérique latine - ISAL (n° 267 à 269)
- 15) Institut évangélique (n° 270)
- c. L'anarchie dans l'Eglise (n° 271 à 274)

5- Les groupes séditieux

- a- OPR 33
- b- FARO
- c- FRT
- d- Movimiento XII de Diciembre (Tupamaros)
- e- La guérilla
- f- GAU
- g- CAP
- h- Groupes "Alcides" et "Franco"
- i- Groupements rouges - AR
- j- Mouvement de libération nationale Tupamaros

6- Les résultats

1- Les moyens de la subversion

151- La subversion nationale a été amplement préparée par le communisme grâce aux moyens disponibles que la société démocratique a étourdiment mis à sa disposition pendant plus de cinquante ans d'une vie commune sans préjugés: toutes les activités politiques, administratives, enseignantes, syndicales, religieuses, culturelles, publicitaires et commerciales ont été contaminées ou corrompues par l'action corrosive et constante du marxisme-léninisme.

Comme il fallait s'y attendre, le résultat en a été une société en situation de crise grandissante à mesure que les tenailles communistes la déchiraient en se refermant progressivement sur elle. Une crise provoquée délibérément pour faire éclater une société sans défense et faire naître un état d'esprit général de mécontentement et de subversion. Cet état d'esprit était ensuite, de façon habile, présenté comme la conséquence de la crise issue des "structures capitalistes", alors qu'en réalité il n'était que le résultat du fonctionnement des deux pièces maîtresses d'un seul et même projet destructeur de l'impérialisme communiste en marche vers la domination mondiale.

Ainsi, la subversion s'alimente de la crise qui mine le pays depuis plus de trente ans et, pour sa part, la crise favorise et stimule la subversion. De la sorte, dans un compagnonnage redoutable, toutes deux se donnent la main pour préparer la ruine de la nation. Subversion et crise, crise et subversion, telles sont les deux faces sinistres d'un même et interminable processus de désintégration qui maintient l'Uruguay sur la crête d'une vague gigantesque et dangereuse en train de déferler sur le pays et prête à tout briser.

Plus avant dans cet ouvrage, il est procédé à un bilan général de la crise et de la subversion en Uruguay, avec leurs causes et leurs effets, ainsi qu'avec la mention explicite des circonstances historiques dans lesquelles les Forces armées ont fait irruption sur la scène nationale (1). On y voit la façon dont la subversion a été organisée, avec l'indication des principaux groupes responsables de la situation critique provoquée par leur conduite anti-patriotique.

152- Tous ces groupes peuvent être classés en deux grandes catégories: ceux qui agissent ouvertement dans la vie publique, "légale", du pays; et ceux qui se situent dans l'illégalité et la clandestinité, c'est-à-dire la sédition.

(1) Tome 2 - Le processus politique. Voir en particulier le chapitre D 383-3 tre 1: Les antécédents de février.

Cette classification n'est valable qu'à titre de clarification car elle n'implique nullement que tel groupe "légal" ne puisse être en même temps subversif, et réciproquement. Au contraire, ainsi qu'on le verra, les activités officiellement déployées par de tels groupes ne servent très souvent qu'à couvrir des activités séditieuses qui y trouvent leur meilleur appui et une protection sur le plan légal. Parfaitement coordonnées et articulées, ces deux formes d'activités poursuivent de concert, l'une de l'extérieur de l'Etat et l'autre de l'intérieur, le même but qui est de l'attaquer et le détruire. Ainsi que le note Mercier Vega, c'est là l'aspect nouveau de la théorie actuelle de la guérilla: "L'idée d'un contre-Etat qui remplace la conception socialiste de la contre-société" (2).

Nous présentons maintenant aux lecteurs les quatre groupes principaux qui ont eu un impact direct et important sur la subversion, à savoir: les groupes politiques, les groupes socio-culturels, les groupes religieux et les groupes séditieux, tous agents visibles, chacun dans son domaine mais identiques au niveau du résultat, de la dégradation de la société uruguayenne.

2- Les groupes politiques

153- On peut, sans difficulté aucune, ranger dans cette catégorie plus de vingt groupes présentant deux caractéristiques communes qui permettent de les identifier et de les réunir dans la grande famille qualifiée par eux-mêmes de "gauche anti-impérialiste": un "anti-impérialisme" permanent et ostensiblement rabâché - qui consiste évidemment en une opposition et une haine des plus primaires contre les Etats-Unis, accompagnées d'un penchant pour l'URSS ou d'une complicité avec elle - et le marxisme-léniniste du point de vue idéologique.

Les différences entre ces groupes sont de l'ordre de la nuance et tiennent à une plus ou moins grande relation et affinité avec le communisme international, selon une gamme étendue qui va du flirt à l'obséquiosité ou à la soumission la plus servile, en passant par l'admiration respectueuse, la vénération et/ou la ferveur.

A ce point extrême de la dégradation et de l'aliénation du caractère national et de l'indépendance du pays, on trouve le communisme domestique, une réserve inépuisable à laquelle viennent s'alimenter, ou qui influence, tous les autres groupes, y compris les groupes séditieux ou terroristes.

Les différences existant entre ceux-ci et les autres groupes de la gauche uruguayenne ne tiennent pas à des raisons d'ordre idéologique - car tous les groupes ont pour objectif commun l'Etat socialiste comme simple étape de la marche utopique vers la société communiste paradisiaque -, mais à des raisons de méthode et de manière de procéder pour atteindre cet objectif.

En réalité, il ne s'agit aucunement de désaccord philosophique, mais simplement d'une question d'opportunité qui est propre au communisme; celui-ci en effet, selon sa convenance, va à l'encontre de ses "principes permanents et inaltérables" ou s'adonne à la "bureaucratisation" et à la "fossilisation" de ses élites dirigeantes.

154- Voici ces principes: "Le renversement du pouvoir du capital et la transformation de la propriété sociale ne peuvent se réaliser par la voie pacifique. La classe ouvrière n'y parviendra que par l'exercice de la vio-

(2) Luis Mercier Vega: "Technique du contre-Etat - Les guérillas d'Amérique latine", Editions Pierre Belfond, Paris, 1969.

"lence révolutionnaire contre la bourgeoisie et par la révolution prolétarienne ne permettant l'instauration de la dictature du prolétariat"... "Pour que l'histoire remplisse cette fonction, il importe de se régler sur les principes permanents et inaltérables établis par Marx, Engel, Lénine et Staline en vue du triomphe de la révolution." Ces principes permanents sont consignés dans l'histoire du Parti communiste soviétique et du Parti communiste uruguayen" (3).

Voici la dénaturation "révisionniste" de ces principes: sans renoncer pour autant au rôle révolutionnaire du communisme, la conquête du pouvoir peut et doit se faire conformément aux conditions propres à chaque pays ou chaque milieu social; la violence et la voie légale sont toutes deux recevables, selon les circonstances; l'une n'exclut pas l'autre, mais ce sont les instances dirigeantes du parti (c'est-à-dire Moscou) qui décident du choix et fixent la tactique à employer. Il est évident que cette tactique "révisionniste" ou adaptée, consistant à se déguiser en agneau pour cacher le loup, appelle la violence par des voies détournées; une telle attitude est, comme on l'a vu, au coeur de la théorie communiste et la référence opportuniste aux "circonstances" ne peut parvenir à la dissimuler; elle se traduit par une controverse interminable entre militants, dans laquelle les plus impatients, ou "radicalisés", sont évidemment les moins d'accord. C'est de ce désaccord des radicalisés que naissent les groupes séditieux.

(...)

4- Les groupes religieux

242- La visée des théories marxistes et de la guérilla qui s'emploient, à tout prix, y compris la violence, à imposer le changement de société, est tellement puissante que l'Eglise catholique elle-même n'échappe pas non plus à son influence.

Dans une curieuse alliance philosophique et tactique avec le marxisme, de nombreux prêtres, religieuses et laïcs cherchent en effet à mobiliser la capacité d'influence spirituelle de l'organisation ecclésiastique dans le sens du changement et de la révolution; la hiérarchie voudrait s'opposer à cet effort de mobilisation mais elle le fait avec hésitation et dans la confusion, face au trouble et à la désorientation de la masse des croyants qui se voit insensiblement conduite à mettre en doute les fondements mêmes de l'institution.

Les paroles de Lénine - "L'Eglise, il ne faut pas l'affronter, il faut l'infiltrer"- trouvent une réalisation magistrale dans les techniques proposées et appliquées par certains mouvements religieux latino-américains, en particulier celui des "Chrétiens pour le socialisme" auquel il a déjà été fait allusion.

Les théories de Paulo Freire, un pédagogue et idéologue brésilien qui a présenté "l'éducation libératrice" dans la "théologie de la violence" ou la "pédagogie de l'opprimé", entrent dans cette perspective. En Uruguay, par exemple, c'est la perspective des revues "Víspera" et "Perspectivas de Diálogo", qui relèvent respectivement de "Pax Romana" et des jésuites; c'est également celle, bien qu'à un niveau moindre de compromission mais dans une même attitude d'"avancée à gauche", de la publication "Informaciones" du diocèse de Montevideo.

Bien que l'Eglise ne pèse pas d'un poids déterminant dans un pays majoritairement laïc comme l'est l'Uruguay, et qu'elle soit de plus le théâtre de divisions internes qui l'affaiblissent, elle n'en a pas moins servi de support à la subversion. Et cela, non pas en tant qu'institution proprement dite, mais de par les activités de certains groupes de faux chrétiens placés sous son ombre.

Ce qui est ouvertement choquant dans les comportements individuels de prêtres, de religieuses et de laïcs, c'est leur volonté d'utiliser l'Eglise comme instrument de leurs choix politiques et sociaux, tentative devant laquelle l'institution a manqué d'énergie pour sa neutralisation. Les erreurs et/ou les déviations des individus ne peuvent être imputées aux institutions, encore qu'il faille les leur reprocher si elles ne font pas le nécessaire pour corriger ce qui doit être corrigé.

Ce qui est dit de l'Eglise catholique peut également être dit, à quelques variantes près, des autres confessions qui existent dans le pays.

En prenant appui sur les tendances nouvelles de la coopération fraternelle, du progressisme et du dialogue avec le marxisme, un certain nombre de prêtres uruguayens et étrangers qui travaillent en milieu ouvrier prennent des attitudes conduisant les jeunes militants catholiques à une conciliation facile entre la foi et l'adhésion à la révolution par les armes. Une prise de position identique se retrouve dans les confessions protestantes, en particulier l'Eglise méthodiste qui compte certains secteurs portés à la subversion.

Il est évident que ces tendances religieuses "modernes" conduisent dans les "vieux" pièges tendus aux naïfs par le totalitarisme athée et marxiste, comme autrefois en d'autres lieux avec le même opportunisme et la même mauvaise foi. Le dialogue d'aujourd'hui n'est que l'ancienne consigne de "la main tendue" des années 30 pour l'application de laquelle c'est la France qui avait alors été choisie, comme récemment l'a été l'Italie, avant qu'aujourd'hui ce soit au tour de l'Amérique latine d'être dans la ligne de mire. Cela montre que le communisme sélectionne avec soin les zones qu'il estime plus favorables à l'application de ses techniques de démoralisation et de destruction.

L'avertissement prophétique de Pie XI est tombé dans l'oubli: "Le communisme est intrinsèquement pervers et on ne peut, en aucun domaine, admettre la collaboration avec lui de la part de ceux qui veulent sauver la civilisation chrétienne" (65). Le Concile Vatican II a dû, lui aussi, supporter le vent de l'innovation dans le sens d'une reconstruction "actualisée" du monde, proposée par les tendances novatrices de certains secteurs ecclésiastiques dont le pape Paul VI a dit qu'"ils trouvent beau, imitable et défendable tout ce qui vient d'en-face, et insupportable, discutable et dépassé tout ce qui vient de notre côté" (66). C'est ceux-là également que Mgr de Proença Sigaud, archevêque de Diamantina (Brésil), a condamnés en déclarant que "l'idée de reconstruction du monde est dangereuse et peut mener à la catastrophe: la tour de Babel aussi voulait être une nouvelle construction du monde".

Comme le déclare la Conférence épiscopale chilienne dans sa profonde réflexion théologique et pastorale "Foi chrétienne et action politique", approuvée lors de l'assemblée générale ordinaire de Punta de Tralca d'avril 1972, un prêtre et/ou un religieux ne peut participer à de tels mouvements qui "prétendent assigner à l'Eglise des tâches ou obtenir d'elle des interventions ou des soutiens qui ne correspondent pas à sa mission, ou qui la déforment dans certains aspects substantiels de la foi et de la morale évangélique".

(65) 19 mars 1937. Encyclique Divini Redemptoris.

(66) Discours du 30 mars 1965.

Cette réalité générale de l'Eglise latino-américaine actuelle se retrouve en Uruguay sous une forme que Juan P. Fernández résume parfaitement de la façon suivante: "L'infiltration marxiste dans l'Eglise latino-américaine est un fait connu de tous. Il a été dénoncé non seulement par la presse du continent, mais aussi par des voix autorisées de l'Eglise latino-américaine. On peut parler d'une véritable conspiration cléricalo-marxiste de portée continentale et intercontinentale qui travaille au triomphe de la révolution marxiste." La pièce maîtresse de cette conspiration est le mouvement "Chrétiens pour le socialisme" soutenu par Fidel Castro et qui avait jusqu'alors son siège à Santiago du Chili. Il s'agit d'un groupe international de prêtres, de religieux, de religieuses, de laïcs et de pasteurs protestants ayant des ramifications, des groupes de soutien et des relations dans toute l'Amérique et en Europe; il travaille ouvertement à "lancer l'Eglise et les chrétiens dans le combat pour le marxisme et pour la révolution marxiste en Amérique latine", selon les propres paroles du cardinal-archevêque de Santiago du Chili.

Le mouvement comme tel est né officiellement à l'occasion de la "Première rencontre latino-américaine des chrétiens pour le socialisme" en avril 1972, à Santiago du Chili. Ce fut ensuite la réunion de l'état-major près de Madrid, à l'Escorial, en juillet de la même année; puis, dernièrement, le congrès de Bologne (Italie). Mais ses idéologues et ses adhérents (chiliens, péruviens, brésiliens, argentins, colombiens, uruguayens, espagnols, français, italiens...) ont oeuvré longtemps avant, en concertation habilement menée, pour infiltrer leurs idées et placer leurs hommes dans le mouvement pastoral de l'Eglise, tant à la base qu'au niveau des dirigeants.

Certains des promoteurs, idéologues et adhérents du mouvement sont bien connus: le curé brésilien Hugo Assmann (aujourd'hui apostat); les prêtres péruviens Gustavo Gutiérrez Merino et Segundo Galilea; les jésuites chiliens Gonzalo Arroyo et Renato Poblete; le prêtre belge Joseph Comblin (expulsé du Brésil); le théologien italo-français Julio Girardi; les prêtres argentins Aldo Buntig, José Míguez Bonino et Lucio Gera; le jésuite uruguayen Juan Luis Segundo et l'écrivain "catholique" séditieux Héctor Borrat (directeur de "Víspera"). Le lecteur des textes et des publications qui expriment le point de vue des porte-paroles de "Chrétiens pour le socialisme" perçoit facilement que les orientations fondamentales de l'action pastorale à Montevideo relèvent de la même inspiration, utilisent le même langage et donnent les mêmes consignes. Le lecteur du document de la Conférence épiscopale chilienne trouvera des concepts et des comportements qui sont soumis à l'examen sévère des évêques et qui sont réfutés par eux, mais qui sont de véritables lieux communs dans l'action pastorale, dans la catéchèse et dans la prédication auxquelles nous ont habitués nombre de nos prêtres.

L'identité de vue entre le mouvement condamné par les évêques chiliens et l'orientation pastorale de ces prêtres n'est pas l'effet du hasard.

L'un des principaux idéologues du mouvement - conjointement avec Julio Girardi et Gutiérrez Merino - et qui se trouve être un agent au niveau continental et un activiste membre de la commission d'organisation de la rencontre de Santiago du Chili, est l'actuel apostat Hugo Assmann.

Hugo Assmann, curé brésilien d'origine allemande, professeur jusqu'en 1969 au séminaire de Porto Alegre, a quitté le Brésil au moment de la découverte de ses liens avec les terroristes brésiliens. Après un court voyage en Allemagne, il a repris à Montevideo son travail d'agitateur international. Lors de ses séjours à Montevideo, il demeurait chez les jésuites de l'avenue Agraciada (Segundo, Cetrulo, le Darío Ubilla d'alors et autres "inséparables"). Avec l'approbation de l'archevêque-coadjuteur, Mgr Partelli, et de l'équipe pastorale, il a efficacement oeuvré à l'endoctrinement de laïcs et de prêtres. Le MIEC (Mouvement international des étudiants catholiques), qui est dans l'orbite de la

Paroisse universitaire en dépendance directe de l'équipe pastorale du diocèse de Montevideo, s'est chargé de la publication de diverses brochures du P. Assmann dans lesquelles celui-ci expose son interprétation marxiste du christianisme et de l'action chrétienne. Les brochures ont été imprimées dans les ateliers de "Comunidad del Sur", un groupe anarchiste très lié aux activités culturelles du MIEC.

Le responsable du MIEC (conseiller et aumônier) était le P. Juan Bosco Salvia. C'est le même P. Salvia qui, à la veille des élections, a fait son apparition sur les chaînes de télévision pour soutenir publiquement les candidats communistes. C'est le même P. Salvia qui, comme vicaire épiscopal, est chargé de la direction de la pastorale à Montevideo au titre de représentant personnel de l'archevêque et de successeur du P. Spadaccino.

Invité par l'équipe pastorale du diocèse, le P. Hugo Assmann a, le 1er octobre 1970, ouvert la "Rencontre sacerdotale de 1970" sur le thème "Réalité politique et royaume de Dieu". La revue "Vida Pastoral" (publication officielle de l'épiscopat), dans son n° 21 de septembre-octobre 1970, pages 16-25, a transcrit la conférence de Hugo Assmann sous le titre "La dimension politique de la foi comme praxis de libération historique de l'homme". (Le titre est par lui-même suffisamment explicite.) D'après les organisateurs de la rencontre sacerdotale de 1970 du diocèse de Montevideo, l'exposé du P. Assmann devait servir non seulement d'introduction à la rencontre mais aussi de cadre de référence comme "contexte général de tout le travail postérieur" (Introduction de l'ouvrage "Sacerdocio y Política", p. 10). Les idées du P. Assmann forment ainsi le "contexte général" de tout le travail pastoral du diocèse.

Dans l'ouvrage "Sacerdocio y Política", Mgr Haroldo Ponce de León, vicaire général du diocèse et homme-clé de l'orientation pastorale diocésaine, donne son appui inconditionnel et enthousiaste au système idéologique de Assmann en proposant au lecteur "la conférence splendide et substantielle du P. Assmann" (celle du 1er octobre) (1ère col., p. 59) (67). "La théologie marxiste de Assmann est la théologie pastorale de Mgr Haroldo Ponce de León, du P. Salvia et du P. Spadaccino; elle oriente donc l'ensemble de l'action pastorale de l'Eglise de Montevideo qui leur est confiée." (68). Ces affirmations montrent clairement l'infiltration idéologique qui s'est produite chez plusieurs membres de la direction ecclésiastique de Montevideo ainsi que, par simple gravité, en de nombreux groupes et mouvements plus ou moins "catholiques" ou "confessionnels" dont les préoccupations socio-politiques sont le reflet de la désorientation qui caractérise de nombreux prêtres, religieuses et laïcs.

Ainsi s'explique la variété de la liste des mouvements qui ont voulu se réfugier derrière l'étiquette d'une confession religieuse. Il est également possible de comprendre par là quelles sont les véritables dimensions de leur action et son caractère dangereux. Ils sont dirigés par des personnes qui savent se servir de gens naïfs dont la naïveté cependant, dans le meilleur des cas et au vu des résultats, n'est pas recevable comme excuse ou justification. C'est aussi la seule façon d'expliquer la large collaboration et/ou la complicité de prêtres, de religieuses et de laïcs avec le communisme et les organisations séditeuses, ainsi que le malaise et l'anarchie provoquée chez les fidèles et au sein de l'Eglise.

Elles ne sont pas imaginaires les réunions qui ont eu lieu au début de 1970 à l'église du Rosario de Livramento, à quelques pas du Parc international de Rivera, entre le MLN-T et les prêtres Rangel et Bentancur; le premier, aumônier

(67) "Sacerdocio y Política", Montevideo, 1971; il réunit des études de C. Parteli, P. Davezies, P. Rodé, H. Ponce de León, A. Spadaccino, L. del Castillo, A. Assandri et S. Bertanda, tous s'inspirant d'un évident "progressisme" marxiste.

(68) Los Obispos y el Intento de Pastoral Marxista - La Iglesia Condena ese Intento Junto con "Cristianos por el Socialismo", Montevideo, 1974,

de la JEC de Porto Alegre; et le second, de la paroisse de l'Immaculée Conception de Rivera. La réunion avait pour but d'informer sur les objectifs de l'organisation séditeuse que Rangel soutient, mais dont Bentancur diverge quelque peu, et de discuter également de la compatibilité entre sacerdoce et guérilla.

A la fin de 1970, une réunion similaire se tient avec le prêtre Darío Ferreira, de l'église St-Dominique de Rivera, qui soutient l'organisation mais avec réserve. Dans les derniers mois de 1971, une nouvelle réunion a lieu avec le prêtre Solón Veríssimo del Castillo, qui finit par entrer dans le MLN-T pour un travail politique d'information au service des séditeux. Le prêtre Arambillete, de Minas de Corrales, adopte la même position que Bentancur et Ferreira. Ils interviennent tous dans la filière qui conduit les terroristes brésiliens jusqu'à Montevideo. A la mort de Marighela, on découvre un plan de passage clandestin de la frontière dont le terme se situe dans la paroisse St-Dominique à Rivera, là où Veríssimo est curé; le plan avait été élaboré par Rangel pour faire pénétrer en territoire uruguayen les adeptes du guerillero disparu. A Salto le prêtre Manuel Dibar Curuchet travaille pour le MLN-T, dans le secteur politique; il a comme collaborateur l'évêque Marcelo Mendiharat. Il en est de même pour le prêtre La Teja; etc.

Il ne s'agit là que de quelques échantillons sur la participation de prêtres uruguayens à des activités séditeuses. Mais le plus important n'est pas là; il réside dans les centres d'influence idéologique, extérieurs ou intérieurs, qui sèment des idées permettant à l'action de germer, et sans la connaissance desquels cette action ne peut être ni comprise ni appréciée à sa juste valeur.

En effet, conséquent avec sa pratique léniniste que nous avons rappelée, le communisme se livre à un patient et subtil travail de pénétration des associations et structures religieuses, par le biais de la "gauche d'inspiration chrétienne". Celle-ci recouvre des comportements qui vont du "catholicisme libéral" de Lamennais et du "catholicisme progressiste" de Maritain au "catholicisme marxiste" contemporain propagé par des idéologues de l'acabit d'un Veckemans (69), Illich (70) et Comblin (71) desquels viennent les grandes perspectives permettant la structuration du front international et du front intérieur de ces mouvements.

Dans l'impossibilité d'examiner à fond le réseau complexe des nombreuses institutions du révolutionnarisme "chrétien" actuel, nous donnons ci-dessous les plus importantes.

(...)

(69) Roger Veckemans, SJ, belge, fondateur du DESAL à Santiago du Chili, membre du Centre Bellarmin, inspirateur de la revue "Mensaje" et conseiller du gouvernement de l'ex-président démocrate-chrétien du Chili, Eduardo Frei, qui a ouvert la route au gouvernement marxiste d'Allende. Veckemans s'efforce de remplacer la terminologie marxiste typique par une autre plus "présentable" pour la sensibilité chrétienne.

(70) Iván Illich, de Cuernavaca, Mexique, directeur et fondateur du CIF et du CIDOC. Créateur des cours de "sensibilisation interculturelle", il exerce une grande influence sur les prêtres qui, en grand nombre, assistent aux cours du CIF, en ce sens que leur devoir est de travailler en faveur de la révolution prolétarienne.

(71) Joseph Comblin, belge, directeur et fondateur du Centre Théologique de Recife, sous la protection de l'évêque brésilien Helder Camara; il est celui qui élabore le document servant de base de discussion aux travaux du congrès épiscopal de Medellin, et d'autres documents invitant les catholiques à participer à la révolution marxiste.

Abonnement: France 150F - Etranger 175F (avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249